

**François Blancpain**

## **Les abolitions de l'esclavage dans les colonies françaises (1793-1794 et 1848)**

Pour mettre en valeur les terres du Nouveau Monde, les Européens remirent en pratique, de façon systématique et sur une grande échelle, le régime de l'esclavage – un héritage des Grecs et des Romains qu'ils avaient conservé sous la forme atténuée du servage. Il n'y avait pas d'autre solution, compte tenu de l'inaptitude des indigènes – les «Indiens» – vite décimés par le fer et par les maladies importées d'Europe et compte tenu également du faible nombre des immigrants européens. Ce sont les Espagnols et les Portugais qui, les premiers, se lancèrent dans le transport aux Amériques des esclaves africains – la «traite», ainsi qu'on l'appelait. C'était en quelque sorte une conséquence du traité de Tordesillas de 1494 par lequel l'Espagne et le Portugal se partageaient le Nouveau Monde que le Pape s'était cru autorisé à leur concéder. Très vite les Anglais, les Français et les Hollandais prirent part à la traite pour fournir les travailleurs nécessaires aux territoires qu'ils accaparaient, principalement en Amérique du Nord et aux Antilles. Le trafic des esclaves connut son apogée au XVIII<sup>e</sup> siècle, la grande période de prospérité des plantations des Antilles – un bien curieux record pour «le siècle des Lumières» – puis, à partir du deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ce trafic diminua au fur et à mesure que les nations abolissaient l'esclavage et la traite et, surtout, parvenaient à faire respecter ces lois d'abolition.

Les études les plus récentes, notamment Hugh Thomas (1997), évaluent à environ 11 à 13 millions le nombre des esclaves africains transportés aux Amériques. Sur la base des archives des armateurs, Thomas répartit ainsi le rôle de chacun:

Portugal	4 650 000 esclaves
Angleterre	2 600 000 esclaves
Espagne	1 600 000 esclaves
France	1 250 000 esclaves
Hollande	500 000 esclaves
Autres pays	400 000 esclaves

Mais il faut compter également avec les trafics clandestins, en particulier au XIX<sup>e</sup> siècle après que les nations européennes eurent interdit la traite; des trafics qui ne laissent aucune trace dans les archives mais sont loin d'être des quantités négligeables.

La traite mettait en relations trois partenaires: des chefs africains qui opéraient des razzias et vendaient leurs prisonniers à des capitaines de vaisseaux européens qui les transportaient en Amérique pour les revendre aux colons. Tous y trouvaient leur compte. De petits royaumes africains prospéraient grâce à ce trafic qui, à l'inverse, désolait d'autres régions; les armateurs européens firent fortune et, dans leurs pays, les plus belles maisons des ports atlantiques furent construites au XVIII<sup>e</sup> siècle grâce aux bénéfices de la traite. En France, Bordeaux, Nantes, La Rochelle en sont des illustrations. Enfin, en Amérique, l'économie des plantations et des mines devait sa prospérité à l'esclavage. Et, pour ces raisons, la traite était encouragée par tous les moyens. En France, notamment, une ordonnance du roi du 13 janvier 1672 accordait, pour chaque esclave amené aux Antilles françaises, des subventions de dix livres à l'armateur et de trois livres au capitaine du vaisseau négrier. Ces subventions furent encore augmentées par la suite, allant même jusqu'à 200 livres par esclave transporté sur la partie sud de Saint-Domingue, en application d'un arrêt du conseil du roi du 10 septembre 1786. Ce n'est que le 19 septembre 1793, moins que cinq mois avant de voter l'abolition générale de l'esclavage, que la Convention décida de supprimer les subventions à la traite.

Abolir la traite et l'esclavage fut une tâche difficile, longue, frustrante et sujette à de nombreux retours et reniements. Pour la France, il fallait en effet renoncer à un système économique qui faisait des Antilles françaises le premier producteur mondial de sucre et lui assurait le tiers de ses exportations. En 1789, les exportations de la France se

sont élevées à 357 604 000 livres dont 135 millions de produits provenant de Saint-Domingue réexportés dans les pays européens. Les importations se sont élevées à 345 083 000 livres, laissant par conséquent un solde positif de 12 521 000 livres, inimaginable en l'absence de l'apport de la colonie. Les commerçants et les colons hostiles à toute idée abolitionniste ne manquaient pas de faire savoir hautement que les idéaux philanthropiques menaçaient de conduire à la ruine du pays. Un Constituant, l'abbé Maury, fervent esclavagiste et contradicteur de l'abbé Grégoire, fervent abolitionniste – chaque camp avait ainsi son curé – le déclarait lors d'une séance de la Constituante le 13 mai 1791, le jour même où cette assemblée donnait à l'esclavage la force constitutionnelle, sans égard pour la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789:

Oui, Messieurs les novateurs, si vous perdiez annuellement plus de deux cents millions que vous tirez de vos colonies, si vous étiez obligés de chercher d'autres ressources pour compenser vos traités désastreux de commerce, pour payer chaque année, près de quatre-vingts millions de rentes viagères que vous devez aux étrangers, en vertu de vos emprunts, si vos négociants du Havre, de Nantes, de Bordeaux, de Marseille, écrasés tout à coup par la perte de quatre cents millions que vos colons doivent au commerce français, se voyaient ainsi condamnés eux-mêmes à une banqueroute universelle, si vous n'aviez plus le commerce exclusif de vos colonies pour alimenter vos manufactures, pour conserver votre marine, pour entretenir l'activité de votre agriculture, pour acquitter vos échanges, pour subvenir à vos besoins de luxe, pour tenir à votre avantage la balance de votre commerce avec l'Europe et l'Asie, je le dis hautement, le royaume serait perdu sans retour.<sup>1</sup>

Il est évident que l'abolition de l'esclavage sera un rude combat entre les idéalistes sans avidité et les économistes sans pitié, et qu'il sera toujours nécessaire de trouver des compromis.

L'abolition sera donc progressive et fractionnée. Progressive, car on verra souvent l'interdiction de la traite précéder l'abolition de l'esclavage. Ce fut notamment le conseil que les abolitionnistes anglais, William Wilberforce et Thomas Clarkson, donnèrent à Mirabeau au temps où, à l'Assemblée Constituante, il tentait, vainement, de faire progresser la cause des esclaves: obtenir l'interdiction de la traite et l'esclavage disparaîtra de lui-même peu à peu sans qu'on ait à légiférer plus avant. À ce propos, il faut remarquer que la question de

---

1 Cité par Césaire (1981 : 22-23).

l'esclavage fut une affaire commune franco-anglaise. Abolitionnistes français et anglais s'entraidèrent sans faiblir, tandis que les esclavagistes des deux bords se disputaient au nom de la rivalité entre les deux nations. C'est ainsi que, lorsque la Constituante vota une timide loi donnant aux hommes de couleur libres, nés de père et mère libres, l'accès aux droits politiques, on vit paraître un pamphlet haineux intitulé «Liste des députés qui ont voté pour l'Angleterre contre la France dans la question de savoir si l'Assemblée Nationale sacrifierait ses colonies». De même, les abolitionnistes anglais se virent reprocher d'être des révolutionnaires complices des Français qui venaient de semer le trouble dans les Antilles en abolissant l'esclavage et en cautionnant l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue. Toutefois, ce préjugé selon lequel l'abolition de la traite devait nécessairement entraîner la disparition de l'esclavage ne résista pas à l'expérience. Tant que de nombreuses nations restèrent esclavagistes, la traite clandestine prospéra. Ceci est tout à fait comparable au trafic de la drogue. Malgré l'interdiction et la répression du trafic, il continue et continuera de plus belle tant qu'il y aura de la demande.

Progressive également selon les pays. Après l'éphémère abolition de l'esclavage par la France en 1794, l'Angleterre fut la première à abolir définitivement en 1833, si on excepte quelques pays avant-gardistes qui ne possédaient qu'un très petit nombre d'esclaves. Enfin convient-il d'observer qu'en était exclue, de droit, la principale de ses colonies devenue indépendante sous le nom des États-Unis d'Amérique. Les États-Unis, à leur tour, abolirent l'esclavage en 1863, quatre-vingts ans après leur accession à l'indépendance, quinze ans après la France. Le plus tardif, celui-là même qui avait la plus importante population d'esclaves, fut le Brésil qui ne se décida qu'en 1888.

Progressive enfin dans son processus opérationnel. À Saint-Domingue, par exemple, en 1793, l'abolition de l'esclavage fut accordée successivement à différentes catégories d'esclaves – ceux qui combattaient pour la République, ceux qui appartenaient à l'État, etc. – avant le décret d'abolition générale. Dans d'autres pays, notamment en Angleterre et à Cuba, les esclaves ne devenaient libres qu'après plusieurs années «d'apprentissage».

L'abolition de l'esclavage fut souvent fractionnée, c'est-à-dire que l'esclave ne devenait pas immédiatement un homme libre disposant de tous les droits d'un régnicole aussitôt publiée la loi d'abolition. L'es-

clavage emporte la perte des droits civils et individuels (droit de circuler, de travailler, de se marier, d'étudier, etc.), la perte des droits économiques (droits de propriété, droit à l'héritage, etc.) et la perte des droits politiques. Les abolitions ont souvent comporté des mesures restrictives de ces droits qui, indépendamment des persécutions à caractère raciste dont la plus connue est l'action du *Ku Klux Klan* aux États-Unis, ont eu pour effet de cantonner les anciens esclaves dans une classe intermédiaire de citoyens passifs, de citoyens sous tutelle. Ainsi l'abolition de l'esclavage décrétée à Saint-Domingue en 1793 comportait-elle l'obligation de demeurer au travail sur les habitations ou de faire partie de l'armée; l'oisiveté, le «vagabondage» comme on disait alors, était sévèrement réprimée. De même l'absence de toute réforme agraire liée à l'abolition de l'esclavage privait-elle les nouveaux libres des droits politiques, dès lors que le droit de vote était conditionné par le niveau de fortune ou de revenu.

### **1. La première abolition (1793-1794)**

Avant même la réunion des États Généraux de 1789, le gouvernement royal d'une part, les mouvements esclavagistes et antiesclavagistes d'autre part, s'étaient préparés à formuler et défendre leurs points de vue sur la question de la traite et de l'esclavage qui faisait l'objet de critiques et de mises en cause par les «philosophes». S'y distinguaient plus particulièrement William Wilberforce et Thomas Clarkson en Angleterre, Condorcet et Brissot en France. Le roi Louis XVI, de son côté, s'était préoccupé d'améliorer le sort des esclaves. Il avait édicté en 1784, 1785 et 1786, des règlements à cet effet, des règlements très révélateurs de la situation réelle des esclaves à cette époque, puisque l'amélioration de leur sort que prévoyait la nouvelle réglementation, qui, au reste, ne fut pas appliquée, consistait à rappeler l'interdiction faite aux propriétaires de mutiler ou de tuer leurs esclaves ou encore de leur infliger des punitions supérieures à 50 coups de fouet. À Paris, les antiesclavagistes fondèrent, le 18 février 1788, la Société des Amis des Noirs animée par Brissot, Mirabeau, l'abbé Grégoire, Condorcet, La Fayette..., qui avait pour premiers objectifs l'abolition de la traite et l'octroi des droits politiques aux affranchis. Les esclavagistes, c'est-à-dire les représentants des colons propriétaires, se réunirent dans un groupe connu sous le nom de «Club Massiac», qui tint sa première

séance le 20 août 1789 et qui réussit, le 2 mars 1790, à créer au sein de l'Assemblée Constituante un «comité colonial» à sa dévotion. À la Constituante les antiesclavagistes n'eurent alors aucune chance de faire aboutir leurs revendications. De fait, après bien des palinodies, l'Assemblée Constituante se sépara après avoir concédé aux colons tous les pouvoirs concernant le statut des personnes dans les colonies, sans considération pour la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme qu'elle avait votée deux ans auparavant. Ce décret, qu'on peut qualifier d'abdication, était sans ambiguïté:

Les lois concernant l'état des personnes non libres et l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à l'exécution de ces mêmes lois, seront faites par les Assemblées coloniales, s'exécuteront provisoirement avec l'approbation des gouverneurs des colonies et seront portées directement à la sanction du roi, sans qu'aucun décret antérieur puisse porter obstacle au plein exercice du droit conféré par le présent article aux Assemblées coloniales.<sup>2</sup>

Ce décret annulait le tout petit succès que les antiesclavagistes avaient obtenu le 15 mai 1791 en faisant voter un texte qui accordait les droits politiques aux affranchis «nés de père et mère libres», une petite minorité de quelques centaines de personnes sur une population de plusieurs dizaines de milliers. C'est une illustration de l'indécision, de l'ambiguïté, de l'incohérence dans laquelle sont tombés les Constituants qui n'ont pas su appliquer les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme de peur de nuire à la prospérité économique basée sur l'esclavage. Pour eux, la question n'était pas de faire un choix entre droits de l'homme et prospérité économique mais, plus prosaïquement, de savoir s'il valait mieux donner les droits politiques aux affranchis pour en faire des alliés contre un risque de soulèvement des esclaves ou, au contraire, leur refuser ces droits politiques pour maintenir parfaitement étanche la barrière raciale entre blancs et non blancs, seule base solide du système esclavagiste, ainsi que l'exprime très clairement ce mémoire aux administrateurs de la Guyane en 1776:

À quelque distance qu'ils soient [les hommes de couleur libres] de leur origine, ils conservent toujours la tache de leur esclavage et sont déclarés incapables de toute fonction publique [...] Cette loi est dure, mais sage et nécessaire dans un pays où il y a 15 esclaves pour un Blanc. On ne saurait mettre trop de distance entre les deux espèces, on ne saurait imprimer aux Nègres trop de respect pour ceux auxquels ils sont asservis. Cette

---

2 Décret du 24 septembre 1791 (Archives de l'Assemblée Nationale, Paris).

distinction, rigoureusement observée même après la liberté, est le principal lien de la subordination de l'esclave par l'opinion qui en résulte que sa couleur est vouée à la servitude et que rien ne peut le rendre égal à son maître.<sup>3</sup>

Ils choisirent la première solution et ce, sur les conseils de Robespierre. Son discours du 12 mai est parfaitement clair sur ce point et n'a été suivi par l'Assemblée Nationale qu'en faveur de la minorité des affranchis «nés de père et mère libres».

Lorsque vous aurez donné à tous les citoyens de couleur, propriétaires et maîtres, le même intérêt, si vous n'en faites qu'un seul parti ayant le même intérêt à maintenir les noirs dans la subordination, il est évident que la subordination sera cimentée d'une manière encore plus ferme dans les colonies. Si, au contraire, vous privez les hommes de couleur de leurs droits, vous faites une scission entre eux et les Blancs, vous rapprochez naturellement tous les hommes de couleur qui n'auront pas les mêmes droits ni les mêmes intérêts à défendre que les Blancs, vous les rapprochez, dis-je, de la classe des nègres et, alors, s'il y avait quelque insurrection à craindre de la part des esclaves contre les maîtres, il est évident qu'elle serait bien plus redoutable, étant soutenue par les hommes libres de couleur qui n'auraient pas le même intérêt à la réprimer, parce que leur cause serait presque commune (Archives de l'Assemblée Nationale, Paris).

Ce discours fut prononcé le 12 mai 1791, trois mois avant l'insurrection générale des esclaves du nord de Saint-Domingue qui ne s'acheva que fin 1803 par la proclamation de l'indépendance d'Haïti.

Une autre calamité s'abattit sur Saint-Domingue au début de 1793. Anglais et Espagnols y propagèrent la guerre qui se déclarait en Europe. Les colons livrèrent des villes aux troupes étrangères, tandis que les esclaves insurgés dévastaient les campagnes. Un nouveau gouverneur, le général Galbaud, arrivé à Saint-Domingue le 6 mai 1793, prit fait et cause pour les colons, contre les commissaires de la République, Léger Félicité Sonthonax et Étienne Polverel qui étaient de plus en plus acquis aux idéaux du parti abolitionniste. C'était une des nombreuses incohérences des gouvernements de la métropole d'avoir envoyé dans un pays en crise deux pouvoirs antagonistes et de sensibilités politiques opposées. Le gouvernement s'en rendit compte quelques années plus tard, sous la plume du député Garran-Coulon (1796-1799 : III, 366):

---

3 Mémoire du Roi du 9 septembre 1776; dans Moreau de Saint-Méry (1785).

Il devait être facile de prévoir, pour ceux qui connaissaient la véritable situation de Saint Domingue, que les fonctions de gouverneur y devenaient au moins inutiles, tant qu'il y aurait dans cette colonie des commissaires civils et que les conflits inévitables de leur autorité respective entraveraient sans cesse l'administration générale.

Le désaccord entre Galbaud et les commissaires civils Sonthonax et Polverel dégénéra en conflit armé. Face à Galbaud et à ses troupes appuyées par les colons, les commissaires n'avaient que le soutien de quelques milices composées d'affranchis auxquels ils venaient d'apporter le décret de l'Assemblée Législative du 4 avril 1792 qui leur accordait, à tous, les droits politiques. Les commissaires prirent alors la décision, révolutionnaire, d'accorder la liberté à ceux des esclaves qui viendraient renforcer leurs rangs, qui «combattraient pour la République». Cette décision date du 21 juin 1793. On peut la considérer comme la toute première émancipation générale, car elle est d'un caractère totalement différent des mesures individuelles qui eurent lieu dès les premiers temps de l'esclavage. La décision de principe étant prise, l'émancipation générale n'allait pas tarder. Elle se fit au pas de charge:

11 juillet 1793	Émancipation des esclaves qui épousent des personnes libres.
25 juillet 1793	Émancipation des esclaves révoltés de la région des Cayes, en manière d'amnistie après leur reddition.
27 août 1793	Émancipation, dans les provinces du centre et du sud placées sous le contrôle de Polverel, de tous les esclaves appartenant aux propriétés vacantes et qui y reprendront le travail de leur plein gré.
29 août 1793	Abolition générale dans la province du nord placée sous le contrôle de Sonthonax.
21 septembre 1793	Émancipation, dans les provinces du centre et du sud, des esclaves appartenant à l'État.
31 octobre 1793	Émancipation générale, dans les provinces du centre et du sud.

Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, la Convention Nationale prenait peu à peu parti pour la libération des esclaves et, par conséquent, cautionna les décisions de ses commissaires à Saint-Do-



mingue. Le 4 juin 1793, la Convention refusa de décréter l'abolition que lui proposaient deux députés: Chaumette et l'abbé Grégoire. Mais, bien vite, elle s'y résolut. Tout d'abord, elle vota, le 24 juin, une nouvelle version de la Déclaration des Droits de l'Homme qui, entre autres formules, précisait que «nul homme ne peut se vendre ni être vendu» (Archives de l'Assemblée Nationale, Paris). Elle prit ensuite les résolutions qui en découlaient. Le 19 septembre, elle supprima les subventions à la traite. Il était temps de prendre une telle décision que Necker avait déjà suggéré dans son discours inaugural des États Généraux de 1789. Enfin, le 4 février 1794, autrement dit le 16 pluviôse an II, elle vota, par acclamation, la liberté générale dans l'ensemble des colonies françaises.

Mais cette décision historique, révolutionnaire, inouïe, prise dans la précipitation sous la contrainte des événements, comportait deux inconvénients, deux faiblesses: l'abolition était incomplète; elle ne fut pas partout appliquée.

L'abolition en effet était incomplète car, comme le précisait l'article 2 du décret de Sonthonax du 29 août 1793, les anciens esclaves restaient «assujettis à un régime dont les dispositions sont contenues dans les articles suivants». L'essentiel était précisé dans les articles 9, 12 et 27:

- Article 9: «Les nègres actuellement attachés aux habitations de leurs anciens maîtres seront tenus d'y rester: ils seront employés à la culture de la terre.»
- Article 12: «Les revenus de chaque habitation seront partagés en trois portions égales, déduction faite des impositions, lesquelles seront prélevées sur la totalité. Un tiers restera affecté à la propriété de la terre et appartiendra au propriétaire; il aura la jouissance d'un autre tiers pour les frais de faisance-valoir; le tiers restant sera partagé entre les cultivateurs.»
- Article 27: «La correction du fouet est absolument supprimée» (Blancpain 2003 : 55-56).

On voit que l'abolition ne prévoyait aucune réforme du modèle économique hérité de l'esclavage. Les esclaves devenaient simplement des travailleurs obligatoires et rémunérés. Ils n'avaient pas toutes les libertés du citoyen. Certes, Polverel, dans ses décrets applicables dans les provinces du centre et du sud, avait envisagé une distribution ulté-

rière des terres aux anciens esclaves qui seraient alors devenus des propriétaires indépendants. Mais ses projets ne furent pas retenus par le successeur des commissaires, le «gouverneur général à vie» Toussaint Louverture, tandis que, de son côté, la Convention ne prit aucune décision d'application concrète du décret du 16 pluviôse. Ce sont donc les autorités locales qui décidèrent du sort des «nouveaux libres» et de telle façon qu'ils en ressentirent une profonde insatisfaction. Il leur fallait continuer à travailler là même où ils avaient été esclaves chargés de chaînes et battus à coups de fouet. Ils n'avaient pour tout salaire qu'un quart du revenu brut, car, de leur côté, les impôts prélevaient eux aussi un quart de ce même revenu. Enfin, ils durent renoncer à tout espoir de devenir propriétaire lorsque le gouverneur Toussaint Louverture, durcissant encore la réglementation de Sonthonax, prohiba toute vente de terre de moins de 50 carreaux (56 hectares).

L'abolition ne fut pas appliquée partout. Seuls en bénéficièrent les esclaves de Saint-Domingue, de la Guadeloupe et de la Guyane. La Martinique, étant occupée par les Anglais, ne connut pas le décret du 16 pluviôse. Quant aux colons de l'île de France (île Maurice) et de la Réunion, ils expulsèrent les envoyés du Directoire qui étaient venus apporter le décret.

Pendant les huit années d'application du décret d'abolition, la France ne cessa d'être en guerre avec ses voisins; le système économique fondé sur la plantation esclavagiste fit faillite; Toussaint Louverture prit le pouvoir à Saint-Domingue qui devint quasiment indépendante et, enfin, les colons, privés de leurs propriétés, souvent réduits à la pitance des secours publics, assiégèrent le gouvernement de leurs demandes de reconquête et de rétablissement de l'esclavage. En effet, le décret d'abolition n'avait prévu aucune indemnisation des colons. C'était peut-être un oubli qu'auraient pu combler les mesures pratiques d'application du décret du 16 pluviôse si elles avaient été établies. C'était peut-être, au contraire, une décision réfléchie, tirée des recommandations du principal doctrinaire de l'antiesclavagisme, le marquis de Condorcet qui écrivait, en 1788:

Nous avons montré que le maître n'a aucun droit sur son esclave, que l'action de le retenir en servitude n'est pas la jouissance d'une propriété, mais un crime, qu'en affranchissant l'esclave la loi n'attaque pas la propriété, mais cesse de tolérer une action qu'elle aurait dû punir par une peine capitale. Le souverain ne doit donc aucun dédommagement au maî-

tre des esclaves, de même qu'il n'en doit pas à un voleur qu'un jugement a privé de la possession d'une chose volée.<sup>4</sup>

Fin 1801, le ciel s'éclaircit pour les colons esclavagistes. La France faisait la paix, provisoirement, avec ses voisins, y compris avec l'Angleterre par la signature des préliminaires de paix le 18 octobre. Il devenait possible d'envoyer une expédition militaire à Saint-Domingue. En outre, les menées de plus en plus indépendantistes de Toussaint Louverture qui se comportait en véritable chef d'État, proclamant une constitution qui lui octroyait tous les pouvoirs, signant des traités de commerce avec l'Angleterre et les États-Unis qui ne laissaient plus aucun avantage particulier au commerce français, irritèrent Bonaparte qui céda alors à ce qu'il appela plus tard, trop tard, les «criailleries des colons». Une formidable expédition, commandée par le beau-frère du Premier Consul, le général Victoire-Emmanuel Leclerc, mari de la belle Pauline Bonaparte, débarqua à Saint-Domingue en janvier 1802. La riposte des Haïtiens – car on peut déjà les nommer ainsi, cet anachronisme de deux ans se justifiant – fut vigoureuse et efficace, étant de plus aidée par la fièvre jaune qui décimait les Français. Toussaint Louverture fut capturé, déporté en France et mis en prison au Fort de Joux, dans le Jura, où il mourut le 7 avril 1803. Leclerc fut, auparavant, le 2 novembre 1802, l'une des nombreuses victimes de la fièvre jaune. Après deux années de massacres, d'incendies, de maladies fatales, un lambeau du corps expéditionnaire français sous les ordres du successeur de Leclerc, le général Rochambeau, dut rembarquer, tandis que les Haïtiens proclamaient leur indépendance et confirmaient l'abolition de l'esclavage. Le pays était dévasté; il avait perdu un tiers de sa population, mais ses survivants étaient désormais libérés. Quant aux Français, ils laissaient sur le sol de Saint-Domingue les os de 50 000 d'entre eux.<sup>5</sup>

Certes, Bonaparte avait, à plusieurs reprises, promis qu'il ne rétablirait pas l'esclavage à Saint-Domingue, mais tous ses actes démontraient le contraire. Tout d'abord, il fit voter, le 20 mai 1802, une loi curieusement incohérente qui annonçait la reprise de la traite dans

---

4 Condorcet, «Réflexions sur l'esclavage des nègres»; cité dans Dorigny (1995 : 162).

5 Le capitaine Joseph Élisée Peyre-Ferry (2005 : 312) évalue les pertes françaises à 80 000 dont 12 000 marins.

toutes les colonies et le maintien de l'esclavage là où il n'avait pas été aboli:

- Article 1: «Dans les colonies restituées à la France en exécution du traité d'Amiens du 6 germinal an X, l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789.»
- Article 2: «Il en sera de même dans les autres colonies françaises au-delà du cap de Bonne Espérance.»
- Article 3: «La traite des Noirs et leur importation dans lesdites colonies auront lieu conformément aux lois et règlements existants avant ladite époque de 1789.»
- Article 4: «Nonobstant toutes les lois antérieures, le régime des colonies est soumis pendant 10 ans aux règlements qui seront faits par le gouvernement» (Archives de l'Assemblée Nationale, Paris).

Toussaint Louverture ne s'y était pas trompé qui écrivait:

Ce n'est pas une liberté de circonstance concédée à nous seuls que nous voulons, c'est l'adoption absolue du principe que tout homme né rouge, noir ou blanc ne peut être la propriété de son semblable. Nous sommes libres aujourd'hui parce que nous sommes les plus forts. Le consul maintient l'esclavage à la Martinique et à Bourbon; nous serons donc esclaves quand il sera le plus fort (Césaire 1981 : 278).

De fait, deux mois après la promulgation de la loi du 20 mai 1802, les Français rétablissaient l'esclavage à la Guadeloupe. Et c'est précisément à l'annonce de ce fait que l'insurrection des Haïtiens prit toute l'ampleur nécessaire pour aboutir à la victoire. Car quoiqu'eût écrit ou dit Bonaparte en public, l'expédition qu'il confia à Leclerc avait bien pour but de rétablir l'esclavage à Saint-Domingue, comme le confirme une lettre de son ministre des colonies au général Leclerc, du 14 juin 1802:

Elle [la loi du 20 mai] n'est nominalelement applicable, quant à l'esclavage, qu'aux établissements dans lesquels nous allons rentrer par la suite de la paix et aux colonies orientales, mais elle rétablit la traite et toutes nos possessions coloniales en ont besoin. C'est sur ces deux points intimement liés l'un à l'autre et aussi délicats qu'importants que j'ai à vous transmettre aujourd'hui les intentions du gouvernement. En ce qui concerne le retour à l'ancien régime des noirs, la lutte sanglante dont vous venez de sortir glorieux et vainqueur commande les plus grands ménagements. Ce serait peut-être s'y rengager de nouveau que de vouloir briser

avec précipitation cette idole de liberté au nom de laquelle tant de sang a coulé jusqu'ici. Il faut que, pendant quelque temps encore, la vigilance, l'ordre, une discipline tout à la fois rurale et militaire remplacent l'esclavage positif et prononcé des gens de couleur de votre colonie. Il faut surtout que les bons traitements du maître les rattachent à sa domination. Lorsqu'ils auront senti, par la comparaison, la différence d'un joug usurpateur et tyrannique à celui du propriétaire légitime, intéressé à leur conservation, alors le moment sera venu de les faire rentrer dans leur condition originelle d'où il a été si funeste de les avoir tirés. Pour ce qui regarde la traite, elle est plus nécessaire que jamais au recrutement des ateliers après le vide immense que dix ans de troubles et de non remplacement y ont formé, mais vous devez, sans contredit, la favoriser en encourageant l'acheteur par l'assurance formelle du droit qu'il acquerra d'une pleine propriété (Archives Nationales, Paris, carton B 249).

Ainsi s'acheva la tentative d'abolition de l'esclavage faite par la Révolution française. Les intérêts économiques reprirent le dessus sur les idéaux humanitaires. Les Guadeloupéens et les Guyanais reprirent la condition d'esclaves; les Haïtiens conquièrent leur indépendance pour n'y pas retomber.

## **2. La seconde abolition (1848)**

C'est à partir de 1820 que le mouvement abolitionniste reprit de la vigueur en France, sous l'impulsion de l'abbé Grégoire. Ses principaux compagnons de la première heure avaient disparu au cours de la Terreur; Brissot avait été guillotiné le 1<sup>er</sup> novembre 1793 et Condorcet s'était suicidé le 7 avril 1794 dans sa cellule pour éviter le couperet. C'est ainsi que Robespierre contribua à l'abolition de l'esclavage. En 1821 fut créée la Société de la Morale Chrétienne qui se transforma, en 1834, en Société Française pour l'Abolition de l'Esclavage. Des personnages illustres assistèrent à ses débuts: le duc de La Rochefoucault-Liancourt, le baron Auguste de Staël (fils de Madame), le duc de Broglie, Benjamin Constant, Casimir Perrier, Adolphe Thiers... Ces sociétés entretenaient des liens étroits avec les abolitionnistes anglais, car, après l'échec de la première abolition française, l'Angleterre avait pris l'initiative dans ce domaine. Tout d'abord elle interdit la traite en 1807, une première victoire des abolitionnistes mais qui eut peu de résultats concrets dès lors que tous les pays d'Europe et d'Amérique restaient esclavagistes. Ensuite, le Congrès de Vienne, où l'Angleterre était prépondérante, recommanda l'interdiction de la traite par toutes

les nations. La France prit cette décision, mais là encore, sans conséquence concrète.

C'est à partir de 1831, avec les premiers accords franco-anglais sur le «droit de visite», c'est-à-dire une coopération entre les marines militaires pour le contrôle des navires dans l'Atlantique, que les décisions d'interdiction de la traite commencèrent à être mises en application. Ensuite, parmi les états esclavagistes les plus importants, c'est l'Angleterre qui, la première, abolit définitivement l'esclavage dans ses colonies. Ce fut l'objet de la loi de 1833 qui prévoyait une entrée en vigueur en 1834 assortie d'une indemnisation des anciens propriétaires et, pour les nouveaux libres, d'une obligation de six années d'apprentissage, laquelle, cependant, fut supprimée en 1838. En somme, l'abolition définitive survint d'abord dans les pays où l'esclavage ne constituait pas le principal pilier de l'économie, tels que les états hispanisants de l'Amérique du sud et, par ailleurs, dans les pays esclavagistes qui furent à la pointe de la révolution technologique et économique du XIX<sup>e</sup> siècle. Là où la pression économique n'était pas ou n'était plus très forte, les idéaux philanthropiques pouvaient s'appliquer en faveur des esclaves. En effet, avec le développement de l'industrie du sucre de betterave, les «Isles à sucre» perdaient un peu de leur prépondérance économique et, d'autre part, la nouvelle bourgeoisie industrielle qui arrivait au pouvoir politique avait le sentiment que le régime social de l'esclavage, allié au régime commercial de «l'exclusif», était une entrave au développement économique, à la liberté d'entreprendre et de commercer. Pour ce qui concerne la France, l'argumentaire des esclavagistes qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, faisait valoir que les Antilles fournissaient à elles seules un tiers du commerce de la France et assuraient ainsi son indépendance économique, n'était plus de mise. En effet, en 1840, les Antilles françaises, amputées de Saint-Domingue, ne fournissaient plus qu'un quinzième des exportations.

Enfin, la reconnaissance de la République d'Haïti par la France puis par l'ensemble des nations européennes à partir de 1825 fut un événement caractéristique prouvant qu'une Nation composée d'anciens esclaves pouvait avoir sa place dans la communauté internationale au même titre que les peuples blancs. C'était, en tout cas, une sorte de camouflet au préjugé des esclavagistes qui justifiaient l'esclavage par l'infériorité consubstantielle et pérenne des Noirs.

Pendant toute la durée de la Restauration et de la Monarchie Constitutionnelle, les abolitionnistes français, très minoritaires dans leur pays, multiplièrent les pétitions, les projets d'abolition, les propositions de lois qui se heurtèrent toujours à l'extrême prudence, à la frilosité des pouvoirs publics, angoissés à l'idée des bouleversements économiques et sociaux que pouvait entraîner un changement aussi radical dans le statut des personnes. Chacun étudiait, proposait prudemment, avançait à tâtons. Le gouvernement, en réponse tardive aux premières réclamations des antiesclavagistes portant sur l'interdiction de la traite et l'amélioration du sort des esclaves, promulgua les lois de 1845 et 1846 qui restreignaient les droits disciplinaires des propriétaires. Dorénavant, la peine du fouet était limitée à 15 coups.

L'Église de Rome ne fut pas très en pointe sur cette question, contrairement à certaines églises protestantes, notamment les Quakers. Ce n'est qu'en 1839 que le pape Grégoire XVI déclara l'esclavage contraire à la morale chrétienne, sans aller cependant jusqu'à excommunier les commerçants négriers et les propriétaires d'esclaves. Auparavant, les Catholiques pouvaient astreindre leurs esclaves en toute quiétude. Les abolitionnistes eux-mêmes étaient prudents. La Société Française pour l'Abolition de l'Esclavage attendit jusqu'au 8 juin 1839 pour adresser aux parlementaires une pétition réclamant l'abolition de l'esclavage. Elle fut confirmée par de nombreuses pétitions jusqu'à celle du 30 août 1847 rédigée par Schoelcher pour le compte de cette même société. En somme, on échangeait des arguments pour et contre. Les colons mettaient le gouvernement en garde en lui rappelant les désastres de Saint-Domingue; les abolitionnistes pressaient le gouvernement de suivre l'exemple de l'Angleterre pour que la France, porte-drapeau des Droits de l'Homme, n'eût pas la honte de se voir précédée par une autre nation.

La Révolution de février 1848 donna enfin aux abolitionnistes les pouvoirs nécessaires pour en finir avec l'esclavage. C'est le député Victor Schoelcher qui fit prendre cette décision. Le 4 mars, il fut nommé sous-secrétaire d'État aux colonies et président de la Commission d'abolition par le ministre de la marine, François Arago. Le même jour, le gouvernement adoptait le principe de l'abolition selon des modalités à soumettre au vote de l'Assemblée Nationale et comportant une réglementation du travail ainsi qu'une indemnisation des

colons propriétaires. En moins de deux mois, la commission fut à même de proposer un projet complet qui prévoyait:

- L’abolition immédiate de l’esclavage, par conséquent sans aucune période «d’apprentissage» dont l’exemple anglais avait démontré le caractère inopportun et irréalisable.
- Les droits politiques aux nouveaux citoyens.
- Des mesures économiques telles que la construction d’usines sucrières centrales destinées à remplacer les sucreries artisanales propres à chaque exploitation agricole, la création de caisses d’épargne.
- Des mesures sociales telles que l’instruction primaire gratuite, l’instauration de jurys cantonaux chargés de régler les rapports entre les employeurs, généralement les anciens propriétaires, et les employés, généralement les anciens esclaves.

L’abolition de l’esclavage fut alors décrétée le 27 avril 1848, deux mois après la proclamation de la 2<sup>e</sup> République. Le Code Noir de 1685 avait vécu; il avait duré 163 ans.

Mais sitôt l’esclavage aboli, d’autres problèmes surgirent, on l’a vu en 1793 à Saint-Domingue. Comment vont se comporter ces «nouveaux citoyens» que rien ne préparait à l’exercice de la liberté et comment vont être cultivées les terres agricoles, seul moyen d’existence de la colonie? On vit alors l’opposition entre les «réalistes», soutenus par les colons, qui réclamaient des mesures tendant à organiser le travail sur les plantations et à réprimer le vagabondage, et les «utopistes» qui voulaient d’emblée l’égalité totale des droits entre tous les citoyens, qu’ils fussent libres de naissance ou fraîchement affranchis. Schoelcher ne put s’opposer à l’adoption d’une réglementation inspirée par les «réalistes», malgré les déclarations fracassantes, notamment: «Je le déclare très haut, je préfère la paresse la plus endurcie au travail forcé le moins fouetté [...]» (Schoelcher 1948 : 169). Il obtint cependant une concession très importante et, par surcroît, très originale pour l’époque, inusitée dans les autres pays lors des abolitions, celle d’accorder tous les droits politiques aux «nouveaux libres» qui l’en remercièrent en l’élisant à la députation.<sup>6</sup> C’est pourquoi le

---

6 Il est à noter que ces droits politiques furent retirés, dès l’avènement de Napoléon III, par la Constitution de 1852.



décret d'abolition du 27 avril 1848 fut suivi de nombreuses décisions réglementaires destinées à encadrer l'activité et le comportement des nouveaux citoyens. Ce furent des mesures de prudence et de sauvegarde des «intérêts acquis» sous une autre forme que celles qu'avaient imaginées et tentées de mettre en application les abolitionnistes de 1793. Il s'agissait bien, comme l'écrivait l'auteur d'un «rapport d'ensemble au ministère de la Marine sur les résultats de l'émancipation dans les colonies anglaises», d'éviter que «le sort de l'esclave, en s'améliorant, devienne un motif de ruine pour le maître, pour la colonie, pour nos ports de commerce et pour notre armée navale». Ce rapport, œuvre du capitaine de vaisseau Jean-François Layrle, est de 1842, six années avant le décret d'abolition.<sup>7</sup>

Ce décret fut par conséquent accompagné de diverses décisions portant sur:

- La promotion sociale des nouveaux libres, sous la forme d'un décret du 27 avril qui instituait une école élémentaire gratuite par commune avec obligation aux parents d'y conduire tous les enfants de six à dix ans. Dans le même but, le décret d'abolition prévoyait que les colonies éliraient au suffrage universel leurs représentants à l'Assemblée Nationale. Enfin, des tribunaux composés à parité de juges tirés au sort sur les listes des propriétaires et sur les listes des salariés, chargés de régler les conflits relatifs aux contrats de travail et de punir les faits délictueux tendant à troubler l'ordre ou le travail dans les ateliers, les chantiers, les magasins. Ces tribunaux, appelés «jurys cantonaux», avaient une composition semblable à celle des Prud'hommes et des pouvoirs plus étendus en matière pénale.
- La répression du désordre et de la mendicité. A cet effet, un décret, également du 27 avril, instituait des «ateliers de discipline» où seraient envoyés tous les «vagabonds, gens sans aveu ou mendiants» qui y seraient employés à des travaux publics au profit de l'État.
- L'indemnisation des anciens propriétaires. Cette mesure, dont le principe était inscrit dans le décret d'abolition du 27 avril, fut prise dans le but de permettre aux propriétaires de payer les salaires et,

---

7 Layrle sera gouverneur de la Guadeloupe au moment de l'abolition de 1848.

surtout, en vue de prévenir l'insubordination ou la sédition de cette classe sociale dont il fallait bien obtenir le soutien si on voulait faire passer la masse des anciens esclaves au niveau des citoyens, ce qu'un simple décret ne pouvait faire à lui seul. On a donc remis au rang des idéologies inapplicables la recommandation de Condorcet qui voulait interdire l'indemnisation de la privation d'une propriété acquise par le moyen d'un crime. L'indemnité fut fixée, comme prévu, par une loi de l'Assemblée Nationale du 10 novembre 1849 selon le tarif suivant:

- 705 francs par esclave pour l'île de la Réunion
- 618 francs par esclave pour la Guyane
- 470 francs par esclave pour la Guadeloupe
- 430 francs par esclave pour la Martinique,

le tout s'élevant à la somme de 126 millions de francs or (voir Blancpain 2004). Il y a là un rapprochement à faire entre cette indemnisation et celle convenue avec Haïti, en 1838, pour indemniser les anciens colons de Saint-Domingue à hauteur de 90 millions francs or. En dehors des aspects politiques et, par conséquent, passionnels, une différence de nature paraît évidente. Les colons de Saint Domingue, selon les traités, ont été indemnisés de la perte de leurs terres. Les colons de Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion ont été indemnisés de la perte de leurs esclaves, mais ils ont conservé la propriété de leurs terres.

### 3. Conclusion

Malgré toutes les lois et proclamations philanthropiques et humanitaires, l'esclavage a la vie dure; les derniers esclaves ne furent libérés, au Brésil, qu'en 1888. Et on sait qu'il subsiste d'une manière larvée et sous des formes surnoises dans bien des pays.

Pour en revenir aux colonies françaises, on peut retenir de cette expérience les trois enseignements suivants:

- L'esclavage est une conséquence du développement économique dans des structures sociales fortement inégalitaires. Pour que l'esclavage pût être définitivement aboli, il a fallu la conjonction de la révolution technologique du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment le développement de la production du sucre de betteraves, et de la révolution

politique de 1848 qui remet en vigueur les principes humanitaires de 1789, vite oubliés dès la fin du siècle. C'est pourquoi l'abolition de 1794 échoua. Elle était trop en avance sur son temps.

- On ne peut abolir l'esclavage graduellement, tous les préalables, toutes les mesures partielles sont soit sans effet, soit aboutissent à bref délai, par une sorte de contagion nécessaire, à l'abolition complète, dès lors que disparaît le régime de terreur nécessaire à son maintien. C'est ainsi que les décisions d'interdiction de la traite n'ont pas amené, comme on l'imaginait *a priori*, à l'extinction subséquente de l'esclavage. Ainsi l'esclavage a subsisté aux États-Unis pendant 55 ans après que ce pays eut décrété l'interdiction de la traite en 1807. De même, on n'a pas été en mesure de faire respecter le délai de deux mois après la promulgation dans chaque colonie du décret du 27 avril 1848 pour que l'esclavage disparût. Les gouverneurs des colonies ont dû, sous la pression populaire, décréter l'abolition dès que la nouvelle du décret parvenait dans la colonie.
- Pour abolir l'esclavage, il ne suffit pas d'une loi; il faut y adjoindre quantité de mesures tendant à faciliter aux nouveaux libres le passage du statut d'esclave dépourvu de tout droit, de toute instruction, de toute propriété, à celui de citoyen à égalité de droits et de devoirs avec ses anciens maîtres. Les conventionnels de 1794 s'étaient contentés d'un texte de quelques lignes, renvoyant à plus tard les mesures d'accompagnement qui ne furent jamais prises et auxquelles les autorités de Saint-Domingue tentèrent de trouver quelques substituts jusqu'à ce que Toussaint Louverture confisquât le pouvoir tout comme le faisait, dans le même temps, Bonaparte, de sorte que les anciens esclaves de Saint Domingue devinrent des serfs «attachés aux habitations de leurs anciens maîtres», tandis que ceux de Guyane et de Guadeloupe furent contraints, par la force militaire, de reprendre le joug de l'esclavage en 1802.

Le gouvernement de la 2<sup>e</sup> République fut beaucoup plus attentif à ces questions pratiques. Sur certains points, sa législation est un modèle d'innovation, notamment par l'octroi du droit de vote aux nouveaux libres. Mais certaines de ces mesures furent peu ou mal appliquées, en particulier sous le Second Empire qui rognait les avantages qu'avait accordés la République, n'osant pas toutefois rétablir l'esclavage.

Mais dans tous les cas, il manqua une mesure essentielle pour parfaire l'acte d'abolition: c'est la réforme agraire, et ceci est valable aussi bien pour la France que pour les autres nations qui eurent à résoudre le problème de l'esclavage. Les «nouveaux libres» restèrent, pendant des générations, dans la caste inférieure des ouvriers agricoles et ce n'est guère que dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle qu'ils parvinrent à l'égalité des chances.

### Bibliographie

- Ardouin, Beaubrun (1853) : *Études sur l'histoire d'Haïti, suivies de la vie du général J. M. Borgella*, vol. 2. Paris: Dezobry et Magdaleine.
- Bénot, Yves (1988) : *La révolution française et la fin des colonies*. Paris: La Découverte.
- Blancpain, François (2003) : *La condition des paysans haïtiens: du Code noir aux codes ruraux*. Paris: Karthala.
- (2004) : *La colonie française de Saint-Domingue: de l'esclavage à l'indépendance*. Paris: Karthala.
- Brissot, Jacques Pierre (1791) : *Discours [...] sur les causes des troubles de Saint-Domingue*. Paris.
- Césaire, Aimé (1981) : *Toussaint Louverture. La Révolution française et le problème colonial*. Paris: Présence Africaine.
- Deschamps, Léon (1898) : *La Constituante et les colonies: la réforme coloniale*. Paris: Perrin.
- Dorigny, Marcel (1995) (dir.) : *Les abolitions de l'esclavage*. De L. F. Sonthonax à V. Schoelcher. 1793, 1794, 1848. Actes du colloque international tenu à l'Université de Paris VIII, les 3, 4 et 5 février 1994. Saint-Denis/Paris: Presses Universitaires de Vincennes et UNESCO.
- Garran-Coulon, Léon-Philippe (1796-1799) : *Rapport sur les troubles de Saint-Domingue [...]*, 4 vols. Paris: Imprimerie Nationale.
- Hector, Michel/Moïse, Claude (1990) : *Colonisation et esclavage en Haïti. Le régime colonial français à Saint-Domingue (1625-1789)*. Montréal/Port-au-Prince: CIDIHCA et Deschamps.
- Madiou, Thomas ([1847-1848] 1989) : *Histoire d'Haïti*, 7 vols. Port-au-Prince: Deschamps,
- Mézière, Henri (1990) : *Le général Leclerc (1772-1802), et l'expédition de Saint-Domingue*. Paris: Tallandier.
- Moreau de Saint-Méry, Louis-Élie (1785) : *Loix et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, vol. 5. Paris: chez l'auteur.
- Peyre-Ferry, Joseph Élisée (2005) : *Journal des opérations militaires de l'armée française à Saint-Domingue pendant les années X-XI et XII (1802 et 1803) sous*

*les ordres des capitaines-généraux Leclerc et Rochambeau*. Port-au-Prince: Des-champs.

Saintoyant, Jules François (1930) : *La colonisation française pendant la Révolution (1789-1799)*. Paris: La Renaissance du Livre.

Schoelcher, Victor (1948) : *Esclavage et colonisation*. Paris: Presses Universitaires de France.

Thomas, Hugh (1997) : *The Slave Trade. The History of the Atlantic Slave Trade: 1440-1870*. London: Picador.